

Archives nationales

Versement 20100527

Ministère : Equipement, du logement, des transports et de la mer

Direction : Transports maritimes, ports et littoral

Sous-direction : Littoral et des affaires nautiques

Introduction

Ces dossiers, consacrés pour l'essentiel à la réforme portuaire et à la transformation progressive du statut et des conditions des ouvriers-dockers, complètent le versement DTMPL précédent 20090431. A la fin des années 1990, Jean-Claude Paravy était sous-directeur des Affaires sociales et juridiques à ce qui était encore la DPNM dirigée par Thierry Lehuérou-Kérisel..

La réforme administrative est illustrée tout d'abord avec le passage de la Direction des ports et de la navigation maritimes (DPNM) à la Direction des Transports maritimes des ports et du littoral. Conséquence du rapport rendu en février 1996 par le conseiller à la Cour des Comptes Alain Chabrol, la nouvelle organisation consacrant la fusion de la DPNM avec la flotte marchande sera effective en 1997.

Le ministère de la Mer et la DPNM ont mené la première politique d'envergure consacrée à la modernisation de la filière portuaire mais reposant sur l'évolution des conditions sociales de la manutention. Conduite sous l'égide de Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la Mer durant les années 1992 et 1993, elle aboutit à la loi votée le 9 juin 1992 remettant en cause le fameux statut du docker établi en 1947. Son coût et le détournement de ses principes incitent le gouvernement de la deuxième cohabitation dirigé par Edouard Balladur et le nouveau ministre de l'Equipement Bernard Pons, à reprendre et approfondir la réforme. Le coup d'envoi en sera fixé par le rapport rendu par le CGPC au début de l'année 1995.

Au sein de la Direction des Transports maritimes des Ports et du Littoral (DTMPL), J. C. Paravy est désormais Sous-directeur du Littoral et des Loisirs nautiques, rebaptisés ultérieurement « Affaires nautiques ». Il reçoit alors quelques éléments concernant les pollutions et les moyens engagés après les naufrages successifs des pétroliers Prestige et Erika.

Sommaire

Dossiers de Jean-Claude Paravy, sous-directeur du littoral et des affaires nautiques

Art 1 : réorganisation de l'administration centrale, projet de création de la direction des transports maritimes, des ports et du littoral, 1996-1997.

Art 2-15 : modernisation de la filière portuaire et réforme de la manutention, 1987-1996.

Art 16-18 : action de l'Etat et bilan des opérations dans les cas de pollution marine, naufrages de l'Erika et du Prestige, 1999-2005.

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Archives nationales

TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET LITTORAL

Réorganisation de l'administration centrale

Projet de création de la Direction des transports maritimes des ports et du littoral

20100527/1

- Historique des projets à la suite du rapport Chabrol, définition des nouvelles attributions, réactions syndicales ; avis du conseil d'Etat rendu en février 1997, nouvel organigramme.

1996-1997

Modernisation de la filière portuaire et réforme de la manutention

Elaboration de la réforme

20100527/2

- Plans de modernisation de la filière portuaire
- Rapport du Conseil économique et social Les ports maritimes et fluviaux leur place dans l'économie française, avril 1993 ; notes et contributions sur les voies de la modernisation, sur le volet domanial

1991-1993

20100527/3

- Notes et compte-rendus de réunions fixant les orientations pour une réforme de la manutention, 1989-1991.
- Propositions de la Direction des ports et de la navigation maritime (DPNM) exposées aux ministres entre 1987 et février 1991.

1987-1991

20100527/4

- Evaluation des répercussions : coût financier pour l'Etat, la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (CAINAGOD) et son administration, le fonctionnement des Bureaux main d'oeuvre (BCMO), de l'Inspection du travail
- campagne de l'Association pour le développement des grands ports français

1991-1992

20100527/5

- Préparation et compte-rendus des réunions de concertation menées d'avril à décembre 1992. Constitution d'un système d'information et de suivi des conflits.

1992

20100527/6

- Communications autour du projet de réforme : conférences de presse du ministre Charles Josselin et interventions lors des assemblées des organisations professionnelles, janvier à octobre 1992.
- Correspondance avec les élus, les organisations syndicales et professionnelles, 1991-1992.
- Publication de la loi du 9 juin 1992.

1992

Archives nationales

20100527/7

- Examen du projet de loi devant le Parlement : dossiers des modifications apportées lors des passages en commission et discussion au Sénat et à l'Assemblée nationale, réponses du ministre.

1992

Mise en œuvre de la réforme de la manutention portuaire issue de la loi du 9 juin 1992

20100527/8

- Projet de décret portant modification du livre V du Code des ports maritimes : rédactions successives, avis du Conseil d'Etat, liste des ports affectés par la réforme, 1989-1992.

1989-1992

20100527/9

- Instauration de plans sociaux : note de principes pour la rédaction de plans sociaux envoyée aux directions des ports et services maritimes en août 1992 ; correspondance avec les directions des ports, les préfetures, les services de l'Equipement faisant état des accords, du coût de la mensualisation, de l'installation des commissions de suivi, bilan global dressé en juillet 1992, juillet 1992 à décembre 1993.

1992-1993

20100527/10

- Instauration des plans sociaux : correspondance, compte-rendus des réunions inter-ministérielles pour de nouvelles mesures en faveur des dockers, janvier 1994 à 1996 ; dossiers des ports autonomes du Havre et de Marseille-Fos, des ports de Boulogne-sur-Mer et La-Rochelle, états successifs des négociations et avis sur les projets d'accords, 1992-1994.

1992-1994

Suivi de l'application de la loi du 9 juin 1992

20100527/11

Dossiers par ports relatant la progression d'accords ou la persistance de conflits sociaux durant les mois de juillet et août 1992

- Dunkerque, Calais, Boulogne, Le Tréport, Dieppe, Fécamp, Rouen, Le-Havre, Honfleur, Caen, Cherbourg, Saint-Malo, Roscoff, Brest.

1992

20100527/12

Dossiers par ports relatant la progression d'accords ou la persistance de conflits sociaux durant les mois de juillet et août 1992

- Douarnenez, Concarneau, Lorient, Nantes-Saint-Nazaire, La Rochelle, Bordeaux, Port-Vendres, Sète, Marseille, Toulon, Nice, Bastia.

1992

20100527/13

- Correspondance des directions des ports autonomes et des organisations syndicales relative aux progrès vers la mensualisation des dockers, septembre à décembre 1992.

1992

Archives nationales

20100527/14

Nouveaux projets de réforme initiés en 1995-1996 sous l'égide du ministre de l'Équipement Bernard Pons
- Rapport du Conseil général des Ponts et Chaussées sur l'évaluation de la réforme de la manutention portuaire rendu au ministre de l'Équipement en février 1995.
- Correspondance des organisations professionnelles, notes de situation, propositions de nouveaux textes réglementaires, compte-rendus de réunions, février 1995 à novembre 1996.

1995-1996

20100527/15

Nouveaux projets de réforme initiés en 1995-1996 sous l'égide du ministre de l'Équipement Bernard Pons
- Dossier de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (CAINAGOD) : notes et correspondance, rapport d'activité, chiffrage du coût de la réforme, 1995-1996.
- Documents de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM) : correspondance, avis, intervention des ministres au congrès de l'organisation, 1995-1996.

1995-1996

Action de l'Etat et bilan des opérations dans les cas de pollution marine

20100527/16

- Suivi des opérations lors du naufrage du pétrolier Erika : notes de coordination, messages reçus et envoyés par la DTMPL, documents sur la toxicité du pétrole et le matériel employé par le plan Polmar, engagement du contentieux devant le tribunal administratif de Nantes

1999 »2000

20100527/17

- Notes et enquête sur le retour d'expérience des plans Polmar Erika en 2000 et Prestige en 2003.
- Rapport d'études Retour d'expérience sur l'intégration de conseillers Environnement au sein du plan Polmar Terre, Association Bretagne vivante-SEPNB, 2001.
- Intégration de mesures contre les accidents de pollution maritime dans les décisions du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) et du Comité interministériel à la Mer (CIM) tenus à Nantes le 28 février 2000.

2000-2003

20100527/18

- Traitement du rapport de la Cour des Comptes sur l'action de l'Etat en matière de pollutions marines accidentelles: corrections du relevé de constatations provisoires et avis de la DTMPL

2004-2005

* * *